

APATHIE DES ELECTEURS EN SEPTEMBRE 2007

Etude qualitative réalisée pour le compte de
l'Institut National Démocratique pour les Affaires
Internationales (NDI) en Novembre - Décembre
2007

Février 2008

**« Les élections ressemblent à une fête que tout le monde discute
pour un moment et que tout le monde oublie après. »**

(Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	3
RESUME.....	4
PERCEPTION GENERALE.....	7
LES ELECTIONS	10
L'ABSTENTION.....	15
FACTEURS DE L'APATHIE	22
ATTENTES DES ELECTEURS	30
METHODOLOGIE.....	32
LE NDI.....	35
LE PEOPLE'S MIRROR.....	37

RESUME

Ce rapport d'analyse est basé sur une étude qualitative effectuée par le People's Mirror Strategic Research Center pour le compte de l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI), en partenariat avec le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) sur l'apathie des électeurs pendant les élections législatives de Septembre 2007.

Entre Novembre 2007 et Janvier 2008, le People's Mirror a effectué une étude qualitative de 20 focus groups avec des citoyens et citoyennes des régions urbaines et rurales des villes de Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir, Nador, Khénifra, Benguerir, Smara et Meknès. L'objectif principal de la recherche est de comprendre les causes de la non-participation des électeurs inscrits dans les listes électorales, aussi bien ceux qui ne se sont pas déplacé aux bureaux de vote le 7 septembre 2007, que ceux qui ont consciemment jeté un bulletin nul. Les volets principaux de cette étude se résument en les questions suivantes :

- Quelle est la perception de la situation générale dans le pays pendant la période électorale ?
- Comment les électeurs qui n'ont pas voté voient-ils les élections législatives de 2007 et ses principaux résultats ?
- Pourquoi les électeurs inscrits n'ont-ils pas voté ? quelles sont les motivations et raisons qui ont poussé les électeurs à bouder les urnes ?
- Pourquoi certains électeurs ont-ils choisi de voter blanc ?
- Quels sont les facteurs qui ont déterminé le comportement électoral des citoyens ?
- Que faut-il faire pour que les électeurs reviennent aux urnes ? a quoi s'attendent-ils ?

Les principaux résultats de l'étude sont :

- la situation générale dans le pays est décrite comme étant économiquement et politiquement stagnante, et ce malgré le climat de développement économique dans le pays, parce que les citoyens ne ressentent pas l'impact du développement économique de leurs régions sur leur vécu. La majorité est préoccupée par les problèmes socio-économiques affectant directement le quotidien, tels que le chômage et la hausse des prix des produits alimentaires. Les groupes des jeunes et des urbains sont moins optimistes que les ruraux. Ces

derniers déplorent le manque d'infrastructures et d'activités génératrices de revenus dans leurs régions, mais restent toutefois optimistes quand à la possibilité de développement de leurs régions.

- Les élections sont perçues comme un événement sans impact direct sur la vie des gens. Les législatives de 2007 sont définies comme étant un « échec » pour les politiques et une « victoire » pour les citoyens, et estiment que le résultat le plus important des élections est le faible taux de participation. Malgré ce constat négatif, les participants urbains et les jeunes estiment que ces élections comportent une dimension positive, celui de l'interférence limitée de l'administration pendant les élections, tandis que les périurbains et les ruraux déplorent toujours l'achat des votes et la crainte des autorités locales dans leurs régions.
- Le choix de ne pas voter est un acte délibéré et réfléchi de non-participation basé sur une prise de conscience politique. Dans ce cas, l'acte de l'abstention revêt une dimension de participation politique.
- L'abstention-sanction et le bulletin nul sont un acte de protestation, de contestation sociale et politique, un message au système politique pour exprimer l'insatisfaction des masses.
- L'abstention est aussi le résultat de la confusion des électeurs. Le nombre élevé des partis, la ressemblance des programmes, le manque d'information pendant la campagne et la complexité du bulletin de vote ont contribué à la confusion des électeurs, qui ont préféré jeter le bulletin vide parce qu'ils ne savaient plus pour qui voter ou comment voter.
- Les facteurs qui ont déterminé l'apathie des électeurs pendant les législatives de 2007 sont la perception négative du système politique en général, et des partis politiques en particulier, le manque d'information sur le processus politique, et la crise de communication et de médiatisation, qui contribue à renforcer la perception générale de stagnation sociopolitique. Les partis ne constituent pas un acteur de développement majeur dans le pays, et le pouvoir de changement est instinctivement attribué au roi et à ses proches. Les élections ne revêtent donc que peu d'intérêt, puisqu'elles n'engagent pas les vrais acteurs.
- La juxtaposition des limites du pouvoir des partis par rapport à celui de la Monarchie et de la lassitude généralisée des électeurs après des années de performance négative des partis est renforcée et véhiculée de manière quotidienne par le système médiatique dans le pays, qui produit l'image d'un souverain dynamique et initiateur de grands projets de développement, en comparaison avec des partis statiques, dont les activités et les initiatives sont rares et ne suscitent que peu d'intérêt.
- Les électeurs abstentionnistes conditionnent leur retour aux urnes avec des signes de changement positif dans le paysage sociopolitique. Ils réclament plus

de jeunes dans les partis et des projets de développement locaux qui se traduisent en une amélioration concrète des conditions de vie des citoyens vulnérables. Les attentes des électeurs se résument en les points suivants :

- Des projets de développement qui ont un impact sur la vie des gens
- Le renouvellement et le rajeunissement des élites
- L'engagement des partis politiques dans le développement local
- La simplification des bulletins de vote
- Des campagnes continues de sensibilisation et d'information sur les élections et la politique
- Des réformes constitutionnelles pour permettre aux partis politiques d'avoir un rôle plus significatif dans le paysage politique

PERCEPTION GENERALE

Le point de départ pour analyser le comportement de l'électorat marocain durant les élections législatives de 2007 est l'évaluation de la perception des participants aux focus groupes de la situation générale du pays. Cette perception permet de dresser la toile de fond relative à l'attitude des électeurs envers les élections, tout en déterminant leurs principales préoccupations et leurs priorités.

« Je sais qu'il y a eu des élections durant ces trois derniers mois, mais les élections ne font rien pour la tribu. Ils ont abandonné la tribu et les siens. » (Femme, Khenifra, 40-50, rural)

Dans l'ensemble, la situation générale dans le pays est décrite par les participants comme étant économiquement et politiquement stagnante, et ce malgré le fait que les participants aux focus groupes des différentes régions restent plutôt réceptifs au climat de développement économique dans le pays. La perception de stagnation est présente même dans les agglomérations urbaines en plein développement, parce que les participants ne ressentent pas l'impact du développement économique de leurs régions sur leur vécu. La majorité est préoccupée par les problèmes socio-économiques affectant directement le quotidien des citoyens, tels que le chômage et la hausse des prix des produits alimentaires. Les groupes des jeunes et des urbains sont moins optimistes que les ruraux. Ces derniers déplorent le manque d'infrastructures et d'activités génératrices de revenus dans leurs régions, mais restent toutefois optimistes quand à la possibilité de développement de leurs régions.

La hausse des prix des produits de première nécessité : l'événement le plus important de la rentrée 2007

Les groupes urbains et ruraux expriment un mécontentement particulier, émanant surtout de la hausse des prix de produits de première nécessité. Cette hausse, qui a coïncidé avec la période électorale, est l'élément le plus souvent et le plus spontanément cité comme étant un signe de stagnation sociale et économique. L'importance accordée par les participants à la hausse des prix de première nécessité est un indicateur qui révèle la préoccupation majeure des électeurs par les difficultés socio-économiques liées au quotidien pendant la période électorale, et non par les

élections. D'ailleurs, pour la plupart, la hausse des prix a contribué au désenchantement et au désintérêt à la chose politique.

« Ils ont augmenté les prix pendant les élections! » (Femme, 30-40, bidonvilles, Casablanca)

« Tu veux connaître le résultat des élections? Eh bien, le résultat, c'est qu'on s'est réveillé le lendemain et on a su que le prix du pain avait augmenté lui aussi!! » (Homme, 20-30, Agadir, rural)

« La flambée des prix est infernale pour les marocains. » (Femme, Meknès, 20-30, urbain)

Le pays est en plein développement, mais les citoyens ne sentent pas l'impact du développement sur leur quotidien

Les groupes urbains, toutes tranches d'âge et classes sociales confondues, décrivent la situation de stagnation sociale, économique et politique en termes de manque de changement et de mouvement. Ainsi, les participants des groupes urbains associent spontanément la situation générale au fait que « rien ne change », expression récurrente, particulièrement dans les groupes périurbains des villes ciblées. Certains participants des villes telles que Casablanca, Meknès, Tanger et Rabat, où de grands chantiers d'envergure nationale sont en cours, trouvent que le développement urbain et économique de leurs régions n'a pas d'impact direct sur la qualité de leur vie. D'un autre côté, les participants ne sentent pas de lien direct entre les grandes réformes et projets en cours et l'amélioration de leur quotidien parce qu'ils ne saisissent pas les répercussions de ces projets sur leurs régions, et estiment, donc, que les choses ne changent pas vraiment. Au contraire, les groupes de Tanger, par exemple, se disent satisfaits d'avoir perdu la candidature à l'Expo 2012 parce que cette dernière aurait contribué à la flambée des prix de l'immobilier et des denrées alimentaires. Cette perception générale de stagnation contribue largement à la lassitude électorale des groupes urbains de tous âges.

Les ruraux, par contre, estiment que la situation générale est négative, mais que l'investissement de l'état et de la société civile dans les projets de développement local pourraient améliorer la qualité de vie des citoyens. En effet, les participants ruraux se sentent laissés pour compte, et critiquent vivement les partis politiques, les communes et les autorités locales pour le manque d'infrastructures et d'encadrement, surtout dans la région de Nador, de Khenifra et de Benguerir. Toutefois, la majorité des

participants expriment leur foi en les efforts de la société civile, notamment dans la région rurale d'Agadir. D'autres espèrent le lancement de projets de développement similaires à ceux existant dans les grands centres urbains, à condition que ces projets aient des répercussions positives sur l'infrastructure, les services et l'économie de leurs régions. Les participants de Benguerir évoquent notamment l'autoroute Casablanca-Marrakech, dont les retombées sur leur région ont été, selon eux, catastrophiques, et à cause de laquelle beaucoup de commerces ont fermé.

« L'autoroute nous a tué. Elle a tué Benguerir. Elle tout juste profité aux riches. » (Homme, 35-45, Benguerir, rural)

« Les gens des régions rurales ressemblent à des morts, ils ne leur attachent aucune importance. » (Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Les mégas-projets sont installés à Rabat et Casablanca, Fès, Meknès... mais pourquoi nous, on nous oublie ? » (Femme, Nador, 25-35, rural)

« Ils doivent lancer des projets chez nous. Comme ça, On ne se fait pas tabasser par les espagnols chaque fois que nous essayons d'aller en Espagne. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

En conclusion, la perception de la situation générale à la veille des élections de 2007 est marquée par un mécontentement général, aggravé par la hausse des prix, mais aussi par le manque de communication autour de l'impact bénéfique des grands chantiers de développement dans le pays. Cette perception a alimenté le désintérêt des participants pour le processus électoral, qui, lui aussi, est perçu comme un élément, parmi d'autres, du manque de dynamisme prévalent dans le pays.

LES ELECTIONS

Les focus groupes révèlent que les élections sont perçues comme un événement sans impact direct sur la vie des gens. Les participants définissent les législatives de 2007 comme étant un « échec » pour les politiques et une « victoire » pour les citoyens, et estiment que le résultat le plus important des élections est le faible taux de participation. Malgré ce constat négatif, les participants urbains et les jeunes estiment que ces élections comportent une dimension positive, celui de l'interférence limitée de l'administration pendant les élections, tandis que les périurbains et les ruraux déplorent toujours l'achat des votes et la crainte des autorités locales dans leurs régions.

« Je me suis demandé : si je vote, qu'est-ce que je pourrais bien changer ? Les choses resteront les mêmes, que je vote ou non. »
(Étudiant, Rabat, 18-25)

Les élections ne changent rien, alors pourquoi voter ?

Toutes les cibles de la recherche s'accordent sur la perception que les élections n'ont pas d'impact direct sur la direction générale du pays. Quelle que soit l'appréciation des participants du développement du pays, de la situation générale et des besoins des citoyens, du degré d'optimisme des groupes cibles, les participants estiment que les élections, en tant que processus politique, « ne changent rien ». Toutefois, si les participants des différents groupes démographiques arrivent au même constat, les causes de ce dernier diffèrent selon le niveau d'instruction des participants. Les groupes périurbains et ruraux lient les élections aux candidats, et basent leur évaluation négative des élections sur leur perception négative des candidats aux élections. Dans le cas des groupes ruraux de Nador et de Khenifra, les partis ne sont même pas pris en considération dans le jugement, vu que les participants ont des informations extrêmement limitées sur les partis et sur le processus politique en général, n'ont de contact direct qu'avec les candidats et, par conséquent, basent leur appréciation des élections sur la performance desdits candidats. Les groupes périurbains, étudiants et de classe moyenne, passablement plus exposés aux informations relatives au paysage politique, expliquent leur constat négatif sur les élections par le fait qu'elles n'engagent pas nécessairement les véritables acteurs de la prise de décision dans le pays.

« D'abord, l'argent coule toujours à flot pendant les élections. Et en plus, même après les élections, c'est la monarchie qui décide qui est ministre de quoi. Alors pourquoi voudrais-tu que les gens aillent voter ? » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« Les gens ne voient pas de changement concret qui les inciterait à aller voter. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

« Il n'y a pas de relation automatique entre le vote et l'amélioration des conditions de vie. Et en plus, nous n'avons pas confiance en les partis politiques. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« Les élections ne sont pas importantes. C'est du pareil au même, si elles se passent ou non. Rien ne change. » (Femme, 30-40, Tanger)

« La réticence des marocains à voter prouve le fait que les élections ne changent rien, et confirment le manque de confiance vis-à-vis des candidats. » (Homme, Smara, urbain)

« Les élections, c'est des mensonges. Ils sont en train de se moquer des gens. » (Femme, Casablanca, bidonvilles)

« Nous participons aux élections car nous voulons de l'aide, mais cette aide ne vient pas. Nous n'avons pas d'hôpitaux, nos enfants ont quitté les écoles... donc, nous ne participons plus. » (Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Nous nous sommes enregistrées sur les listes, mais nous n'avons pas voté, parce que nous sommes conscientes que personne ne pourra changer nos conditions. » (Femme, Casablanca, bidonvilles)

Un échec pour les politiques, une victoire pour les citoyens

De manière générale, les participants aux focus groupes tendent à associer spontanément les élections de 2007 à une régression du processus de démocratisation du pays, principalement à cause du faible taux de participation, signe de manque de confiance en les politiques, selon la plupart. Toutefois, les participants des groupes jeunes urbains, toutes classes confondues, estiment que les élections sont une victoire pour les citoyens, parce qu'elles ont permis à l'état de constater le désengagement des gens et pourraient renforcer le processus démocratique au lieu de le retarder.

Le faible taux de participation est spontanément mentionné par les participants aux focus groupes comme le résultat le plus important des élections. Il est intéressant de noter que, tandis que les participants de niveau d'instruction moyen des groupes urbains et les étudiants discutent la composition du gouvernement actuel, le choix du premier ministre et les résultats de l'USFP, du PJD et l'Istiqlal, la majorité des groupes ruraux et périurbains possèdent très peu d'informations sur les résultats d'un parti ou d'un autre. Dans le cas des groupes de femmes rurales et de Smara, beaucoup ignorent même le nom du premier ministre actuel. Malgré les connaissances limitées de ces groupes démographiques, les participants sont tous et toutes au courant que, pendant ces élections, « personne n'a voté ! », et ce n'est finalement pas une si mauvaise chose parce que cela permettrait une réflexion nationale sur les élections.

« C'est un signe pour les gens du pouvoir, pour leur dire que les marocains sont conscients et qu'ils doivent faire quelque chose pour remettre les wagons sur les rails. » (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

« Ces élections sont un pas en avant pour nous, parce que le faible taux de participation a été une leçon pour les responsables, pour les pousser à changer les choses et à apprendre aux gens l'importance des élections. » (Homme, Smara, urbain)

« C'est un progrès. La participation électorale s'avère une bonne leçon pour les responsables qui doivent éduquer et sensibiliser les gens sur l'importance des élections. (Etudiant, Rabat)

« C'est un succès pour les citoyens, car le taux de participation est une défaite pour eux, les politiciens. Parce qu'ils nous donnent des promesses vides. Mais les gens sont maintenant conscients et quand ils n'ont pas trouvé pour qui voter, ils n'ont pas voté. Les parents ne votent pas et les enfants non plus. (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

« Je pense que le fait que les gens n'aient pas voté demeure le résultat le plus important de ces élections. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

Urbains et classe moyenne : La neutralité de l'Etat est un point positif pour les élections

Malgré la perception générale plutôt négative des élections, les participants urbains de classe moyenne et les jeunes ont une vision positive de la gestion des élections par l'administration. C'est une perception qui n'est pas partagée par les groupes périurbains et les groupes ruraux, qui se plaignent de l'ingérence, réelle ou perçue, des autorités locales. Pour la classe moyenne, les législatives de 2007 sont nettement mieux gérées par l'administration, que les participants définissent comme relativement « neutre ». Pour d'autres, le taux de participation et l'annonce du pourcentage de 37% est une preuve concrète de la neutralité de l'administration. Les participants des groupes de jeunes urbains apprécient aussi l'annonce graduelle des résultats des élections, qui a été suivie aussi bien par les votants que les non-votants.

« Le faible taux de participation est un succès, parce qu'il prouve l'interférence limitée de l'état dans le processus électoral, et aussi le fait que cette fois-ci, ils ont dit la vérité sur les chiffres. Et c'est inédit. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« L'administration était neutre durant ces élections. C'est un fait que personne ne peut nier. » (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Ils ont bien annoncé les résultats. C'était clair. Ils l'ont fait petit à petit, alors nous avons pu tout suivre. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

« Avant, ils attendaient des jours avant d'annoncer les résultats pour pouvoir en faire ce qu'ils veulent, mais maintenant, c'est beaucoup mieux. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

Les participants ruraux et périurbains estiment, au contraire, que l'administration a exercé des pressions sur les citoyens pour les inciter à voter. Un nombre important des participants périurbains et ruraux des villes de Meknès, Tanger et Benguerir avouent avoir voté par crainte de représailles de la part des autorités locales, qu'ils disent chargées de recenser les électeurs et de punir les abstentionnistes en leur refusant divers papiers et documents officiels. Les participantes des groupes femmes semblent particulièrement sensibles à la crainte de représailles des autorités, et disent avoir voté pour éviter « les problèmes », tout en admettant avoir jeté un bulletin nul dans l'urne.

« Il y a aussi une sorte de pression de la part du *Moqaddem*, qui te pousse à aller voter. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« Les gens ont peur des autorités, notamment des *Moqaddems* et des *Sheikhs*. » (Homme, Tanger, urbain)

« Les autorités ont poussé les vieux et les ignorants à aller voter, pour que ces gens-là puissent avoir leurs papiers officiels. » (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

Ruraux et périurbains : Corruption et achat de votes existent encore

Les focus groupes en zones rurales et périurbaines comportent des mentions récurrentes de cas de corruption et d'achat de vote pendant les élections. En particulier, les participants et participantes aux groupes de Khenifra, Nador, Tanger et Smara, racontent des cas d'achats massifs de vote, surtout dans les circonscriptions dont la population est particulièrement vulnérable. Les participants avouent sans complexe avoir accepté les pots-de-vin de deux ou trois candidats, tout en décidant de ne voter pour aucun et de jeter un bulletin nul le jour des élections. Les sommes avancées varient, selon les groupes, entre 200 et 500 DHs, et contribuent notamment au désengagement des électeurs, qui voient en cet acte d'achat de conscience une énième preuve que les candidats ne sont pas dignes de leur confiance.

« Les candidats nous donnent de l'argent en contre partie d'avoir nos votes. » (Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Ils nous ont donné de l'argent cette fois aussi, mais nous n'avons pas voté car nous en avons eu assez. Nous avons pris quand même l'argent. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

« Les gens sont vendus comme des moutons. C'est le cas ici, chacun son prix ; Le pauvre est vendu comme un mouton, et parfois le moutons vaut plus : le moutons coûte 1500Dh et le pauvre vaut seulement 500Dh. (Homme, Tanger, urbain)

L'ABSTENTION

L'objectif principal de la recherche focus groups sur l'apathie de l'électorat pendant les législatives est de comprendre les causes de la non-participation des électeurs inscrits dans les listes électorales, aussi bien ceux qui ne se sont pas déplacé aux bureaux de vote le 7 septembre 2007, que ceux qui ont consciemment jeté un bulletin nul. Le ciblage des participants aux focus groupes a permis de rassembler les points de vue de trois catégories d'électeurs :

- Les électeurs qui ont délibérément refusé de se rendre aux bureaux de vote ;
- Les électeurs qui se sont rendus aux bureaux de vote avec l'intention de voter, mais qui n'ont pas pu voter pour causes de problèmes structurels administratifs ;
- Les électeurs qui ont délibérément choisi de voter avec un bulletin nul.

Les focus groupes démontrent que la décision de non-participation diffère selon la catégorie socioprofessionnelle, la zone géographique et l'âge des participants. Exception faite du groupe des femmes de la région rurale de Benguerir, les participants étaient relativement ouverts à la discussion des motivations qui les ont volontairement ou involontairement menées à bouder les urnes. Cette discussion autour de la perception de l'acte de l'abstention permet de déchiffrer les causes de l'acte de l'abstention, et de les classer en les principaux points suivants :

- Une participation politique à travers la protestation : cibles urbaines, jeunes ruraux et urbains, étudiants et périurbains. Cette cause est citée par la majorité des participants.
- Une conséquence de la confusion générée par le manque d'information sur le système politique et par la complexité du processus électoral : cible rurale et jeunes votant pour la première fois.

« Oui le vote est un devoir national. Et oui, nous aimons notre pays, mais nous ne pouvons pas voter pour quelqu'un qui ne fait rien. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

La participation à travers la non-participation : le choix de ne pas voter

Les participants qui avouent avoir délibérément décidé de ne pas voter décrivent leur décision comme étant une prise de conscience politique. Ces participants se retrouvent surtout dans les groupes de classe moyenne, d'étudiants et de jeunes urbains et ruraux, dont le niveau d'instruction est moyen à universitaire. L'acte de l'abstention, selon ces participants, revêt une dimension de participation politique. D'ailleurs, cette catégorie de participants, la plus commune, décrit sa décision d'abstention comme une preuve de maturité politique, de « bon sens », en comparaison avec « l'inconscience » des « paysans », des « vieux », et des « ignorants » qui continuent toujours de voter pour de l'argent ou pour des promesses impossibles. Ainsi, la définition de l'abstention selon la majorité des participants jeunes urbains et ruraux est au fait une forme de participation dont ils/elles sont fiers(es).

« Seuls les inconscients votent encore. Les jeunes sont maintenant conscients et ils ne se font pas avoir aussi facilement, c'est pour cela qu'ils ne sont pas allés voter. » (Homme, Nador, rural)

« Le taux de participation a été un choc. Il y a des familles entières qui ne sont pas allées voter, et cela démontre que Les gens sont conscients des conditions du pays. » (Étudiant, Rabat, 18-25)

« Seuls les ruraux ont voté. » (Étudiante, Rabat, 18-25)

« Je crois que ca fait partie de notre patriotisme. Vous devez voter et vous devez faire votre devoir national, mais vous ne devez donner votre vote qu'à celui qui le mérite. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« La plupart de ceux qui ont participé aux élections ne sont pas conscients de l'importance du vote. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« Je crois que le taux de participation confirme que les gens sont conscients des problèmes. » (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Les gens te disent : quoi ? tu vas voter ? Tu es bête ou quoi ? » (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Seul les paysans ont voté parce que ce sont des ignorants, mais les vrais citoyens sont conscients. » (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

Toujours dans la même logique de prise de conscience politique, certains participants urbains et jeunes utilisent l'argument moral pour justifier leur refus de voter. Selon eux, l'acte de voter pour un candidat corrompu ou susceptible de commettre des détournements rend l'électeur complice de ces hypothétiques actes immoraux. Ainsi, le refus de voter serait un refus de partager la responsabilité de la mauvaise gestion de la chose publique, en l'absence de candidats inspirant confiance aux électeurs.

« Je pense que le vote est un témoignage ; si je vote pour quelqu'un, je lui confie une responsabilité. Comment veux-tu que je confie une responsabilité à quelqu'un que je ne connais pas ? » (Homme, Smara, urbain)

« Je n'ai pas voté parce que j'ai peur de commettre une mauvaise action en votant pour une personne qui ne mérite pas. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

« Je ne peux pas voter pour quelqu'un qui va faire du mal après. C'est comme si je faisais un faux témoignage, c'est comme si je mentais. C'est pour cela que j'ai jeté le bulletin vide. » (Homme, Tanger, urbain)

« J'ai vu dans le bulletin que j'allais jeter dans l'urne la souffrance de beaucoup de gens. C'est pour cela que je l'ai jeté vide. » (Femme, Smara, urbain)

Les participants de classe moyenne et les jeunes urbains et ruraux perçoivent aussi le bulletin nul dans le même cadre de conscience politique. Cette classe sociale particulière tient à son droit à la participation politique, et estime que le bulletin blanc permet d'exprimer le manque de confiance en les candidats ou les acteurs politiques, tout en maintenant la relation avec le processus politique.

« Je crois que si tu jettes un bulletin vide tu transmets le message suivant : nous sommes déçus, arrêtez de nous mentir. » (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Si tu participes avec un vote nul, tu confirmes que tu es un citoyen marocain, mais tu dis que tu ne fais pas confiance au système. » (Homme, Casablanca, bidonvilles)

« La majorité des gens n'a pas voté, ils ont jeté des bulletins vides, car c'est toujours les mêmes têtes. » (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

L'acte de protestation : le non-vote des mécontents

Les participants aux focus groupes périurbains et jeunes interprètent le taux élevé d'abstention comme un acte réfléchi, visant à faire passer un message de mécontentement à l'état. Ce serait, selon les abstentionnistes eux-mêmes, un acte de contestation silencieuse, qui exprime l'insatisfaction des citoyens qui disent « tout bas ce qu'ils ne peuvent pas dire tout haut. » Pour beaucoup, c'est un signe que les gens « n'ont plus peur de rien. » Cette dimension, en particulier, est prisée par les groupes périurbains et ruraux, qui se disent souvent forcés de voter par les autorités locales, et qui décrivent le refus d'aller comme une défiance. Cette dimension de protestation est notamment liée à un désir de sanction des acteurs politiques, de l'état et de ses représentants locaux. Plusieurs participants affirment avoir boycotté les élections par dépit contre des autorités locales, démontrant ainsi les connaissances limitées en élections et en système politique de manière générale.

« Le taux de participation a été une gifle pour le gouvernement. Il a prouvé que les gens n'étaient pas satisfaits de la situation. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« Je crois que le taux de participation démontre que les gens sont mécontents. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« C'est pour leur dire : secouez vous ! » (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

« Je n'ai pas voté parce que j'en ai marre de leurs mensonges. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

« Les gens ont perdu l'espoir. C'est pour cela qu'ils n'ont pas voté. Nous avons voté maintes fois pour les mêmes personnes mais ils n'ont rien changé. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

« Personne de ma famille n'a voté! Ils ne méritent pas. Cela fait 10 ans que nous sommes à Tanger et ils ne veulent pas nous donner le certificat de résidence! » (Femme, Tanger, urbain)

D'un autre côté, beaucoup de participants moins jeunes des classes défavorisées et rurales disent avoir participé aux élections par peur des représailles des autorités locales, mais avoir jeté des bulletins nuls par défiance. Pour cette catégorie de participants, le bulletin nul représente la « vengeance », un terme souvent utilisé par les participants ruraux et périurbains pour exprimer une forme de punition des candidats qui n'ont pas tenu leurs promesses. Les électeurs ruraux et périurbains seraient plus favorables à l'option du bulletin nul, puisqu'elle permet d'exprimer le ressentiment envers le système tout en évitant le courroux des autorités locales, selon les participants.

« Peut être qu'en jetant le bulletin vide, le citoyen veut transmettre un message qu'il n'a pas pu transmettre d'une façon publique... »
(Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« Je n'ai voté pour personne durant ces élections, car j'ai voté pour quelqu'un pendant les élections précédentes, et je lui ai demandé un emploi, mais il ne me l'a jamais accordé. Cette année, il est venu encore une fois pour avoir mon vote, mais j'ai décidé de jeter un bulletin vide afin que personne ne puisse gagner, ni lui ni un autre ! » (Femme, Smara, urbain)

« Je me suis vengé des candidats. J'ai jeté un bulletin vide. »
(Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Je me suis vengé en jetant un bulletin vide. » (Homme, Tanger, urbain)

« J'avais peur des autorités locales et donc je suis parti pour voter, mais j'ai laissé le bulletin vide. » (Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Nous avons jeté des bulletins vides moi et mon mari parce que nous n'avons ni eau ni électricité. Nous buvons une eau souillée pleine de microbes. Et le problème, ce n'est pas le fait que les bureaux de vote se trouvent loin de chez nous. Nous n'allons pas voter même s'ils ouvrent des bureaux devant nos maisons. (Femme, Nador, 25-35, rural)

Le vote avorté des ruraux et des jeunes : trop de partis, et peu de sensibilisation

Pour un nombre important de ruraux et de jeunes votant pour la première fois, le nombre élevé des partis, la ressemblance des programmes, le manque d'information pendant la campagne et la complexité du bulletin de vote ont contribué à la confusion des électeurs, qui ont préféré jeter le bulletin vide parce qu'ils ne savaient plus pour qui voter ou comment voter. Cette catégorie particulière de participants ne définit pas son comportement électoral comme étant une décision réfléchie de rejeter le système, mais plutôt comme une réaction de confusion de dernière minute. Beaucoup de participants, notamment des zones rurales éloignées de Khenifra et de Benguerir, racontent leur incapacité d'exécuter les gestes relatifs au vote, tels que le déchiffrement des symboles ou la manipulation du stylo à bille.

« Il y avait beaucoup de symboles je en savais pas lequel choisir. »
(Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Je ne savais pas quoi faire derrière le voile noir, et donc je l'ai laissé vide. » (Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Les gens de notre tribu se déplacent pour voter mais ils s'embrouillent devant le bulletin et donc ils le laissent vide. »
(Homme, Khenifra, 40-50, rural)

« Je ne vote pas parce que je ne sais pas comment voter. Je ne sais pas comment utiliser le papier. Si je savais, je voterais. » (Homme, Benguerir, rural)

Pour les jeunes qui votent pour la première fois, le nombre élevé des partis politiques et la ressemblance des programmes a produit une réaction de rejet chez plusieurs participants. La plupart des participants appartenant à cette catégorie avouent s'être rendus aux bureaux de vote aussi bien par curiosité que par souci d'exercer le droit de vote. Ils n'ont toutefois pas pu procéder au choix d'un parti ou d'un autre et ont préféré voter blanc.

« C'était la première fois. Mais quand je suis partie au bureau de vote, je n'ai trouvé personne qui mériterait mon vote. » (Femme, Meknès, urbain)

« J'étais contente d'aller au bureau de vote. C'était ma première fois. C'était comme une fête. Mais je n'ai pas voté pour qui que ce soit. Je voulais juste exprimer mon opinion. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« J'ai mis un bulletin vide parce qu'il y avait trop de partis, et je n'ai pas compris la différence entre eux. » (Femme, Agadir, rural)

« Je suis allé au bureau de vote pour voir, mais je n'ai rien trouvé d'intéressant, et donc j'ai jeté un bulletin blanc pour ne pas me faire des illusions. Oui c'est un devoir national, mais il n'y a personne pour qui voter !» (Homme, Meknès, 20-30, urbain)

Pour conclure, il est clair que la cause de l'apathie des jeunes électeurs n'est pas nécessairement le résultat de leur apolitisme. Malgré leurs connaissances limitées en politique, ils se sont déplacés pour jeter un bulletin nul. L'abstention des jeunes est un signe d'intérêt avant d'être un rejet du système, et la fierté des participants jeunes d'avoir « réussi à faire passer le message », d'avoir « marqué une victoire », d'avoir « réveillé les politiciens », en est un signe révélateur.

FACTEURS DE L'APATHIE

Les focus groupes démontrent que plusieurs facteurs ont déterminé l'apathie des électeurs pendant les législatives de 2007. En tête de liste figure la perception négative du système politique en général, et des partis politiques en particulier, qui ressort dans pratiquement tous les focus groupes, toutes cibles confondues. Vient ensuite le manque d'information sur le processus politique, et la crise de communication et de médiatisation, qui contribue à renforcer la perception générale de stagnation sociopolitique. Mais surtout, les partis ne constituent pas un acteur de développement majeur dans le pays, pour la majorité des participants, toutes cibles confondues. Le pouvoir de changement est instinctivement attribué au roi et à ses proches, et les élections ne revêtent donc que peu d'intérêt, puisqu'elles n'engagent pas les vrais acteurs.

Perception négative du système politique : les jeunes ne s'y retrouvent pas

Pour la grande majorité des focus groupes des jeunes, le système politique, aussi bien les différents acteurs que les processus et les institutions, sont loin des préoccupations des gens. Cette perception est particulièrement présente dans les groupes de jeunesse défavorisée urbaine de Casablanca et Tanger, villes qui ont d'ailleurs connu les plus faibles taux de participation pendant les élections. Les participants de ces groupes affirment ne pas adhérer au système de manière générale. Ils n'y retrouvent pas leurs priorités, ne s'identifient pas aux leaders politiques, et ne ressentent pas l'impact des décisions politiques sur leur vécu. Le résultat de ce manque d'adhésion au processus pousse un nombre considérable de jeunes des groupes de classes défavorisées à remettre en question leur sens de la citoyenneté. En ne se sentant pas inclus dans le système, les jeunes disent ne pas se sentir citoyens, et justifient ainsi leur désengagement du processus électoral.

Je ne sens pas que je suis un citoyen marocain. Et comment veux-tu que je me sente citoyen ? je crois que le citoyen doit avoir ses droits pour pouvoir parler ensuite de ses devoirs. (Homme, Tanger, urbain)

« Les jeunes veulent voter, mais ils n'ont pas d'emplois, ils sont désespérés, et ils préfèrent se jeter à la mer et mourir en essayant de traverser plutôt que de rester. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

« Je ne sais pas pourquoi ils disent aux gens: votez, c'est votre droit! Ils veulent bien nous donner ce droit, et ils nous enlèvent les autres! »
(Homme, bidonvilles, Casablanca)

Les partis politiques et les citoyens : crise de confiance

Les partis politiques sont unanimement critiqués à travers les vingt focus groups pour leur manque d'engagement au niveau local. En effet, les participants décrivent les partis de la manière suivante : ils sont invisibles dans les circonscriptions, sauf pendant les élections ; ils ne communiquent pas avec les citoyens, et contrairement à la société civile, ils n'investissent pas dans le développement local. De plus, leurs candidats sont corrompus, leurs programmes sont similaires et portent à confusion, ils sont trop nombreux et ils sont hostiles à la participation des jeunes.

« Les partis politiques n'endurent pas avec nous nos conditions. La majorité des candidats ignorent nos problèmes. Ils vivent dans une autre planète. » (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Pourquoi je vais m'en souvenir, des partis ? Personne ne se souvient de moi. Une fois qu'ils gagnent les élections, ils nous oublient, et donc je les oublie moi aussi. » (Homme, Tanger, urbain)

« Nous avons un problème politique. Nous avons un problème de confiance. Les citoyens ne croient plus les politiciens, car ils ne font que donner des promesses vides. » (Femme, Meknès, 20-30, urbain)

« Ils ne se rappellent des bidonvilles que pendant les élections. Une fois les élections terminées, ils nous oublient. » (Femme, Bidonvilles, Casablanca)

« Les partis peuvent faire des choses. Ils peuvent nous ramener de l'eau et tout ce qui est nécessaire, mais ils ne le font pas. Donc, ils ne servent à rien. » (Homme, Khenifra, rural)

« Les partis politiques n'ont aucun rôle. Ils nous font vivre dans les rêves. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

Les participants déplorent particulièrement le manque de jeunes dans les partis politiques, surtout en tant que candidats aux élections et en tant que leaders. Au fait, le thème du rajeunissement et du renouvellement de l'élite politique ressort dans

pratiquement chacun des vingt focus groupes, d'une manière ou d'une autre. Le fait de « voir les mêmes têtes » pendant les élections et pendant la campagne a au fait renforcé, chez la majorité des participants, l'impression de stagnation sociopolitique et que « rien n'a changé, alors à quoi bon voter. » En d'autres termes, les participants affirment espérer l'émergence d'un leadership politique plus jeune, différent et ouvert aux jeunes, afin de permettre aux jeunes de s'identifier aux leaders mais aussi de s'intéresser à la chose politique.

« Les partis politiques n'accordent pas d'intérêt aux jeunes. Ils n'organisent pas de réunions où ils peuvent écouter les attentes des jeunes. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« En Belgique, une jeune femme marocaine est membre du parlement. Je crois qu'il faut donner la chance aux jeunes pour y intervenir. Les partis empêchent les jeunes d'y intervenir. (Femme, Casablanca, 40-50, classe moyenne)

« Je vois ces élections comme un échec parce que ne vois pas de jeunes dans les élections. Seuls les vieux ont voté. » (Femme, 20-30, Agadir, rural)

« Si les partis renversent leurs leaders et si les jeunes prennent les rennes au sein des partis, alors j'irai voter la prochaine fois pour les encourager. » (Etudiant, Rabat)

« Les partis n'ont pas été capables de produire une élite politique jeune à la hauteur des défis du pays. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« C'est les jeunes qui devraient faire de la politique. Mais les vieux ne veulent pas quitter leurs postes. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

Mais surtout, les partis politiques ne sont pas perçus comme des agents de changement dans le pays. Selon certains participants de classe moyenne et les étudiants, le système politique dans le pays octroie peu de pouvoir aux partis, et limite ainsi leur pouvoir de prise de décision en ce qui concerne le développement local. Les jeunes ruraux, surtout de la région rurale d'Agadir, comparent la performance des partis à celle de la société civile, et estiment que cette dernière est plus engagée dans le processus de développement local.

« Dans les douars, les ONGs font des choses fantastiques que même les communes n'arrivent pas à faire. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« Nous devons d'abord responsabiliser les partis avant d'évaluer leur performance. Les partis n'ont aucun pouvoir, donc nous ne pouvons pas les juger. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« Les partis ne peuvent rien changer parce qu'ils n'ont aucun pouvoir. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« On voit le travail que les associations font dans les douars. Ils font du très bon travail, et c'est un travail que les partis ne font pas. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

Au fait, les participants à tous les focus groupes s'accordent sur le fait que le vrai pouvoir de prise de décision politique et de développement provient du Palais Royal. Beaucoup de participants estiment que s'ils le pouvaient, ils voteraient pour le Roi, puisque c'est lui qui détient le pouvoir d'améliorer leurs conditions de vie. D'ailleurs, Ces mêmes participants soulignent que les projets lancés par le Roi pendant la campagne étaient un signe de mouvement et de développement, en comparaison avec la campagne électorale qui a symbolisé, pour eux, la stagnation et les discours creux. Ce raisonnement ressort particulièrement chez les ruraux et les périurbains. Les participants de la classe moyenne et les étudiants sont partagés sur leur perception du système politique. La majorité de cette cible convient que, vu la performance négative des partis, il est plus prudent et plus pragmatique de concentrer la décision et l'implémentation dans les mains du monarque et de ce que les participants décrivent comme un « gouvernement de l'ombre », notamment les conseils, comités et responsables proches du palais royal. Pour une minorité d'étudiants et de participants de la classe moyenne, des réformes constitutionnelles qui permettraient aux partis de jouer un rôle plus important dans la vie politique sont inévitables, sinon, tant que les élections n'aboutissent pas à la composition d'un gouvernement politique, il ne pourrait pas y avoir de transition démocratique.

« Si je pouvais, je voterais pour le roi. Toutes les initiatives viennent de lui. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« C'est la monarchie qui dirige le paysage politique. C'est le gouvernement de l'ombre qui dirige vraiment le pays. (Étudiant, Rabat)

« Les gens ne font confiance qu'au palais royal lorsqu'il s'agit de faire quelque chose de positif. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« A la télé, nous voyons bien que c'est le roi qui va partout pour inaugurer des projets. Tous les projets viennent de lui. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« Tant qu'il n'y a pas de réformes constitutionnelles, je ne vois pas de changement. Le Palais continuera à tout piloter et, comme les gens disent, c'est le parti du Palais qui gagne toujours. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« Nous remarquons que le changement provient souvent du pouvoir suprême, qui est le roi. » (Femme, Meknès, urbain)

« C'est le roi qui fait tout lui-même! Toutes les bonnes choses viennent de lui. Les responsables ont perdu leur crédibilité, c'est pour cela que le roi doit tout faire lui-même. » (Homme, Smara, urbain)

« Le roi prend soin de tout lui-même. Tout ce qui est bien vient du roi. Je crois que la confiance n'existe plus en les partis, c'est pour cela le roi s'occupe de tout. » (Femme, Casablanca, bidonvilles)

Les médias et le paysage politique : crise de communication

Les focus groupes révèlent des lacunes importantes en matière de connaissances du processus politique chez tous les groupes ciblés. Mis à part une minorité d'étudiants et de participants âgés de la classe moyenne, la grande majorité des participants ne dispose que de peu de notions en ce qui concerne le rôle et les prérogatives du Parlement et des parlementaires, l'importance des élections, le processus de mise en place d'un gouvernement, etc. Les groupes jeunes, ruraux et périurbains ont des connaissances très limitées du système électoral et politique. Certains n'associent même pas les élections à la composition du gouvernement. D'autres ignoraient si les élections étaient communales ou législatives, et ignorent la différence entre les deux. Le rôle du parlementaire et celui de l'élu local sont souvent incompris et confondus, surtout chez les femmes périurbaines et rurales. Certains d'ailleurs disent avoir refusé de voter pour sanctionner leur élu local, ou par dépit parce que les autorités locales ont refusé tel document ou tel service. Ce manque d'informations alimente le désengagement des participants de la chose politique qui leur semble non seulement loin de leurs préoccupations, mais aussi mystérieuse. Pour les participants, le manque d'information provient de l'absence de programmes d'éducation civique des cursus scolaires et de programmes de sensibilisation de la société civile.

« Le rôle des membres du parlement n'est pas suffisamment clair pour moi. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« Soyez sûrs que la majorité des gens connaissent peu sur le vote. » (Homme, Casablanca, 30-40, bidonvilles)

« Nous devons comprendre plus de choses sur la politique, pour que le vote aie une signification pour nous. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« Les medias doivent jouer un rôle plus important pour informer les gens sur la politique et sur les élections. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« On ne nous apprend pas tout ce qui est relatif aux élections à l'école. » (Etudiante, Rabat, 18-25)

« Nous n'avons pas de connaissances sur les élections. Et il n'y a pas d'association qui travaille sur ce genre de sujet, pour nous expliquer ces choses. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« Mais je ne savais pas qu'après des élections, le gouvernement changerait! J'ignorais que les élections avaient quoi que ce soit à voir avec le premier ministre et le gouvernement. » (Etudiante, Rabat)

"la société civile a fait de la sensibilisation à ceux qui n'en ont pas besoin! Aux urbains et aux riches! Ils n'ont pas ciblé les masses." (Etudiant, Rabat)

« La société civile ne s'est pas engagée dans le processus de sensibilisation de manière constructive. Ils l'ont fait comme ça, sans substance. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« 2007 daba a monopolisé les efforts de sensibilisation. Il n'y avait pas d'alternatives. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« Les efforts de sensibilisation sont périodiques. Il n'y a pas eu de débat public après 2002, et c'est seulement un peu avant septembre 2007 que nous avons commence à entendre parler des élections. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

En l'absence de programmes scolaires ou de sensibilisation civique, les sources principales d'information sur la chose politiques restent les medias locaux et

internationaux et les communautés, selon les participants. Les participants urbains, jeunes et moins jeunes, octroient plus de crédibilité aux chaînes satellitaires internationales, notamment Aljazeera. Les participants issus des zones Amazighophones, notamment dans les régions rurales de Khenifra et de Nador, se basent sur la radio et surtout sur les dépêches d'information en langue Amazighe. La presse est rarement considérée comme une source crédible d'information par des cibles autres que les étudiants et la classe moyenne. Les ruraux et les périurbains, souvent semi-lettrés et appartenant à des classes sociales vulnérables, puisent leurs informations de leurs communautés respectives, des rumeurs et des discussions en famille. La télévision locale, notamment 2M et la RTM, viennent en second lieu de préférence après Aljazeera, lorsqu'il s'agit de couverture des événements politiques au Maroc. Les participants urbains et certains ruraux sont constamment exposés à Aljazeera, dont la couverture des élections législatives a été souvent primée par les participants. Ces derniers sont aussi exposés aux couvertures d'autres processus électoraux à travers Aljazeera, Alarabiya et d'autres chaînes satellitaires européennes. Les élections en France ont été, à maintes reprises, mentionnées par les participants dans les groupes de jeunes et d'étudiants, qui comparent le déroulement des campagnes électorales et la performance des partis d'ailleurs avec ceux au Maroc.

« La télévision joue contre les partis. D'abord, on ne les voit pas. En plus, à la télé, les partis se battent les uns contre les autres et la télé donne plus de visibilité aux partis traditionnels. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

« Aljazeera ne ment pas, elle diffuse tout sur les élections. » (Femme, Nador, 25-35, rural)

« Seuls les médias internationaux sont crédibles. » (Etudiant, Rabat, 18-25)

« La radio est l'outil le plus important pour nous. Elle nous donne les informations en Tashelhit, et c'est comme ça que nous recevons l'information dans nos douars. » (Femme, Agadir, 20-30, rural)

« Nous savons ce qui se passe ailleurs. Nous sommes un pays pauvre et nous avons 30 partis, alors que la France est un pays riche et ils n'ont que 15 partis. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

Pour conclure, les facteurs qui ont contribué au comportement électoral apathique des électeurs pendant les législatives de 2007 sont beaucoup plus complexes qu'une crise

de confiance en les partis politiques ou une réaction négative à la hausse des prix. C'est d'abord la juxtaposition d'une prise de conscience des limites du pouvoir des partis par rapport à celui de la Monarchie et de la lassitude généralisée des électeurs après des années de performance négative des partis. Les électeurs ne refusent pas de voter ; ils refusent de voter pour un acteur qui ne peut pas faire grand-chose, à leurs yeux. Et cette perception est renforcée et véhiculée de manière quotidienne par le système médiatique dans le pays, qui produit l'image d'un souverain dynamique et initiateur de grands projets de développement, en comparaison avec des partis statiques, dont les activités et les initiatives sont rares et ne suscitent que peu d'intérêt.

ATTENTES DES ELECTEURS

La recherche qualitative sur les causes de l'apathie des électeurs en septembre 2007 révèle que les électeurs abstentionnistes conditionnent leur retour aux urnes avec des signes de changement positif dans le paysage sociopolitique. Les participants veulent principalement et unanimement plus de jeunes dans les partis et des projets de développement locaux qui se traduisent en une amélioration concrète des conditions de vie des citoyens vulnérables. Les attentes des électeurs se résument en les points suivants :

- Des projets de développement qui ont un impact sur la vie des gens : La nécessité de « ressentir » l'impact des projets de développement sur la vie des gens est une condition incontournable, selon les participants des groupes ruraux et périurbains. Selon ces derniers, cela permettrait de regagner confiance en le système et en les acteurs politiques, et de renforcer les principes de citoyenneté chez les jeunes.
- Le renouvellement et le rajeunissement des élites : toutes les discussions de focus groupes, sans exception, soulignent l'importance du rajeunissement de l'élite politique. Les participants et participantes de différents groupes se disent prêts à retourner aux urnes s'ils voient « plus de jeunes » dans les partis. Le rajeunissement prend même une dimension symbolique chez les participants ; ce serait une rupture avec la stagnation sociopolitique, et la garantie d'une élite jeune et dynamique, à l'image du souverain du pays, qui serait apte à relever les défis de développement mais aussi proche de la majorité, jeune, de la population.
- L'engagement des partis politiques dans le développement local : les partis sont critiqués pour leur manque de travail de proximité avec les électeurs, tandis que la société civile est présente et active au niveau local. Les participants ruraux, en particulier, espèrent que les partis s'engagent de manière plus importante au niveau local, et qu'ils renouent la communication avec les électeurs de manière permanente, et non seulement pendant les élections.
- La simplification des bulletins de vote : les nouveaux votants et les ruraux déplorent la complexité des bulletins de vote et espèrent des bulletins plus simples et plus faciles à manipuler, surtout pour les analphabètes.
- Campagnes continues de sensibilisation et d'information sur les élections et la politique : les jeunes et les périurbains réclament plus d'information et de

sensibilisation sur la politique afin de pouvoir prendre des décisions et d'informer le choix de vote.

- Réformes constitutionnelles pour permettre aux partis politiques d'avoir un rôle plus significatif dans le paysage politique : la classe moyenne et les étudiants estiment que des réformes politiques sont inévitables pour la démocratisation du pays.

« Je veux participer aux élections parce que c'est un devoir national, mais je veux qu'ils aient quelque chose à nous livrer en retour...ils doivent faire leur travail correctement comme ça, quand nous voterons, il y aura du changement. » (Femme, Agadir, rural)

« Les jeunes peuvent changer les choses. S'ils laissent les jeunes intervenir, je vais, à ce moment là, voter. » (Femme, Casablanca, bidonvilles)

« Oui, je vais voter si les jeunes prennent le pouvoir. » (Homme, Smara)

« Nous espérons que les choses vont changer, et nous attendons le changement. Cela ne fait que deux mois, finalement, que les élections ont eu lieu. Nous voulons de la nouveauté au Maroc. Nous voulons qu'ils intègrent les jeunes. » (Homme, Agadir, 20-30, rural)

METHODOLOGIE

Focus Groups

Les **focus groups** sont des entretiens de groupe semi-structurés qui fonctionnent selon une conception de recherche avancée. Les participant(e)s y réagissent à des questions ouvertes posées par un(e) modérateur(ice) professionnel(le). C'est une forme de recherche flexible qui explore les sujets qui intéressent le partenaire, tout en permettant aux participants de soulever d'autres sujets et préoccupations qui pourraient échapper aux chercheurs.

Les focus groups n'indiquent pas seulement ce que les gens pensent, mais également *pourquoi* ils pensent de cette façon, *comment* ils formulent leurs opinions et le degré d'intensité de leurs points de vues. Ils permettent notamment aux chercheurs de mieux cerner les nuances – les hésitations, l'enthousiasme, la colère ou les incertitudes. En donnant aux partenaires la possibilité d'écouter en direct les participants, les focus groups s'avèrent être un outil précieux pour comprendre le "pourquoi" qui explique les statistiques. Les focus groups servent aussi à repérer les similarités et les différences entre les points de vue de différentes catégories de gens (jeunes et âgés, hommes et femmes, etc.)

Les participants à chacun des focus groups sont sélectionnés à travers un processus de recrutement ciblé et méticuleux, basé sur des critères démographiques ou expériences communes, et visant à établir un environnement confortable leur permettant d'exprimer leurs opinions à l'aise. Ces groupes homogènes se constituent normalement de six à dix individus – assez grand pour brasser les idées et les opinions, mais assez réduit pour donner à chacun des participants la possibilité d'intervenir pendant la discussion. Le format de groupe permet une stimulation d'idées qui n'émergeraient pas dans des sondages quantitatifs se basant sur des questionnaires individuels.

Tandis que la fiabilité des sondages quantitatifs repose sur la représentativité de leurs échantillons, les résultats des focus groups se distinguent par le fait qu'ils reflètent les opinions d'individus types de groupes sociaux particuliers. En d'autres termes, la recherche vise à comprendre, et non à mesurer, les opinions des cibles. Les participants sont sélectionnés par les chercheurs selon le même procédé utilisé pour une étude quantitative afin garantir l'impartialité de la sélection dans le cadre des

critères d'un groupe spécifique (âge, instruction, etc.). Parce que le nombre de personnes qui participent à un projet de focus groups est plus restreint que le nombre ciblé par un sondage, les résultats de focus groups ne peuvent être proportionnellement extrapolés au niveau de la population nationale. Toutefois, les résultats sont particulièrement utiles parce qu'ils offrent beaucoup plus de détails et de nuances sur les opinions d'un groupe particulier qu'un sondage.

Spécificités de la recherche

L'étude comprend une série de vingt focus groups, à raison de deux focus groups par cible : un groupe femmes et un groupe hommes. Les focus groupes ont été menés dans neuf provinces : Rabat, Casablanca, Meknès, Khénifra, Benguerir, Nador, Tanger, Agadir, et Smara. Le tableau ci-dessous résume les spécifications de chaque focus group :

Province	Zone	Genre	Age	Catégorie socioprofessionnelle
Rabat	Urbaine	Femmes	18 - 25	Etudiants
	Urbaine	Hommes	18 - 25	Etudiants
Casablanca	Bidonvilles	Femmes	30 - 40	Bidonvillois D/E/F
	Bidonvilles	Hommes	30 - 40	Bidonvillois D/E/F
	Urbaine	Femmes	40 - 50	Classe moyenne C/C-
	Urbaine	Hommes	40 - 50	Classe moyenne C/C-
Meknès	Urbaine	Femmes	20 - 30	Jeunesse urbaine D/E
	Urbaine	Hommes	20 - 30	Jeunesse urbaine D/E
Khénifra	Rurale	Femmes	40 - 50	Cible Générale
	Rurale	Hommes	40 - 50	Cible Générale
Benguerir	Rurale	Femmes	35 - 45	Cible Générale
	Rurale	Hommes	35 - 45	Cible Générale
Nador	Rurale	Femmes	25 - 35	Cible Générale
	Rurale	Hommes	25 - 35	Cible Générale
Tanger	Urbaine	Femmes	35 - 45	Classe inférieure D/E
	Urbaine	Hommes	35 - 45	Classe inférieure D/E
Agadir	Rurale	Femmes	20 - 30	Cible Générale
	Rurale	Hommes	20 - 30	Cible Générale
Smara	Urbaine	Femmes	35 - 45	Cible Générale
	Urbaine	Hommes	35 - 45	Cible Générale

Le ciblage des zones et provinces se base sur les données fournies par le Ministère de l'Intérieur suite aux élections législatives sur le site Internet officiel

www.elections.gov.ma. Ces données concernent les taux de participation dans les différentes provinces du Maroc et les taux des bulletins nuls.

Les participants aux focus groupes sont stratifiés par zone géographique, sexe, âge, classe socioprofessionnelle, groupe ethnique et statut de vote.

- **Zone géographique** : la sélection des zones de ciblage comprend un équilibre géographique et démographique : dix focus groupes dans le milieu rural et dix focus groupes dans le milieu urbain ; ainsi qu'une représentativité des régions majeures du pays.
- **Sexe** : La séparation entre les femmes et les hommes durant les focus groupes est due à des considérations culturelles, dans le but d'assurer la spontanéité et le confort des participants.
- **Age** : Vu l'âge moyen de la population au Maroc, huit focus group ont été menées avec de participants de moins de 34 ans, six focus groups avec des participants entre 30 et 44 ans, et quatre groupes avec des participants âgés de 45 ans et plus.
- **Classe socioprofessionnelle** : huit focus groups ont été menée avec la population vulnérable, vu que les plus faible taux de participation et de bulletins nuls ont été enregistrés dans les régions les plus pauvres.
- **Groupes ethniques** : l'étude a pris en considération le souci de représentativité des différentes composantes des groupes ethniques Amazighes dans les trois principaux dialectes de la langue Amazighe (Tamazight, Tachelhit et Tarifit).
- **Statut de vote** : chaque focus group comprenait environ la moitié des participants non-votants et l'autre moitié des votants avec des bulletins nuls.

LE NDI

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde. Faisant appel à un réseau mondial d'experts volontaires, le NDI fournit une assistance pratique aux leaders politiques et dirigeants de la société civile qui agissent en vue d'asseoir les valeurs, pratiques et institutions démocratiques dans leurs pays.

Le NDI collabore avec les démocrates partout dans le monde en vue de promouvoir l'action des organisations politiques et civiles, favoriser la tenue d'élections libres et encourager la participation des citoyens à la vie publique, la transparence et la responsabilité en matière de gestion gouvernementale. Agissant en tant que catalyseur du développement de la démocratie, le NDI soutient les institutions et les processus qui favorisent l'épanouissement de la démocratie.

Renforcer les organisations politiques et la société civile. Le NDI apporte son appui à l'édification d'institutions stables, bien organisées et ayant une assise populaire solide qui sont censées constituer les fondements d'une culture civique forte. La démocratie est tributaire de ces institutions de médiation qui représentent les voix de citoyens bien informés et responsables, renforcent les liens entre ces derniers et l'état d'une part et entre eux d'autre part, en offrant des cadres de participation active à la vie publique.

Instaurer des élections libres. Le NDI œuvre en vue de favoriser la tenue d'élections libres et démocratiques. Les partis politiques et les gouvernements ont demandé au NDI d'étudier les codes électoraux et de recommander des améliorations. L'Institut fournit également une assistance technique aux partis politiques et aux organisations de la société civile en matière de campagnes d'éducation et de sensibilisation au profit des électeurs et de formation au contrôle des élections. Le NDI occupe une place de premier rang au plan mondial dans le domaine du contrôle des élections et a conduit des missions internationales de contrôle des élections dans plusieurs dizaines de pays, contribuant ainsi à garantir que les résultats des élections reflètent la volonté des populations.

Promouvoir la transparence et la responsabilité devant les citoyens. Le NDI s'emploie à répondre aux demandes des dirigeants de gouvernements, de Parlements,

de partis politiques et d'organisations de la société civile qui souhaitent obtenir des conseils dans des domaines aussi divers que les procédures législatives, les relations entre électeurs et élus ou les rapports entre pouvoirs civil et militaire dans le cadre d'un système démocratique. Le NDI aide à l'édification d'institutions législatives et de collectivités locales agissant de façon professionnelle, responsable, transparente et qui soient à l'écoute de leurs citoyens.

Ayant son siège à Washington D.C. et des antennes actives dans toutes les régions du monde, le NDI, en plus des compétences de ses propres ressources humaines, recourt à des experts volontaires du monde entier qui sont pour la plupart des vétérans de la lutte pour la démocratie dans leurs propres pays et qui partagent des aspirations profondes en matière de développement de la démocratie.

LE PEOPLE'S MIRROR

Le People's Mirror est l'un des premiers centres de recherche et d'étude d'opinion publique sur des sujets sociaux et politiques dans la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Basé à Rabat, au Maroc, le People's Mirror vise à établir un meilleur rapport entre les décideurs et les citoyens.

En utilisant des méthodes de recherche qualitative, the People's Mirror reflète les perceptions et les priorités des citoyens à travers une variété de projets importants et avec des clients diversifiés. Sa riche expérience consiste en l'assistance fournie aux clients en matière d'évaluation de concepts, de politiques et de messages, d'organisation de campagnes, d'évaluation de besoins, d'analyse de la conception des sites web et d'élaboration de plan pour compléter des recherches quantitatives. Le People's Mirror travaille en collaboration étroite avec les clients, afin de traduire les résultats de la recherche en actions concrètes et, en fin de compte, de garantir le succès des projets dont le coût est justifié par l'efficacité.

Le People's Mirror possède la capacité et l'expertise qui le met en mesure de mener une recherche qualitative dans son centre hautement équipé de Rabat et, en utilisant un équipement portable de technologie de pointe, à travers des régions urbaines et rurales du Maroc et de la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord et de l'Afrique Subsaharienne. Le centre offre des services en plusieurs langues, y compris l'arabe, l'amazighe, le français et l'anglais.

Copyright © National Democratic Institute for International Affairs (NDI) 2008. All rights reserved. Portions of this work may be reproduced and/or translated for noncommercial purposes provided NDI is acknowledged as the source of the material and is sent copies of any translation.